

**Séance ordinaire du  
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Futurapolis santé - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la  
Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la huitième édition de  
Futurapolis Santé à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

*Le Point* est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

*Le Point* organisera les 11 et 12 octobre 2024 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dénommée « *Futurapolis* », dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription. La Ville de Montpellier mobilisera ses emplacements publicitaires locaux pour promouvoir l'événement à hauteur de 63 500 € TTC. Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point*.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-267083-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA  
VILLE DE MONTPELLIER ET LE POINT**

POUR LA CO ORGANISATION DE LA SEPTIEME ÉDITION  
DE FUTURAPOLIS - SANTÉ MONTPELLIER  
les 11 et 12 octobre 2024

Entre

**Montpellier MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE,**  
Dont le siège est au 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2  
Représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, son Président

Ci-après dénommée « LA MÉTROPOLE »

Et

**La Ville de Montpellier,**  
Dont l'adresse est au 1, place Georges Frêche - 34070 Montpellier  
Représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, son Maire

Ci-après dénommée « LA VILLE DE MONTPELLIER »

Et

**La Société d'Exploitation de l'Hebdomadaire Le POINT (SEBDO),**  
société anonyme au capital de 10.100.160 euros, dont le siège social se situe au 1, Boulevard Victor  
– 75015 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique  
d'identification 312 408 784, représentée par Monsieur Renaud Grand-Clément, en sa qualité de  
Président-Directeur Général,

Ci-après dénommée « Le POINT »,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties »

**ETANT PREALABLEMENT RAPPELE QUE :**

Le Point est une société éditrice de publication de presse dans le domaine de l'information à forte

valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, Le Point organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du Point qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse.

Une équipe spécifique du Point apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique de communication institutionnelle.

Le Point organisera les 11 et 12 octobre 2024 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription.

Les Parties ont décidé de collaborer pour l'organisation de la septième édition de « FUTURAPOLIS – SANTÉ » (ci-après l'Événement).

Les Parties se sont rapprochées pour définir leurs obligations respectives.

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Objet**

La présente convention ci-après désignée « La Convention » a pour objet de définir les modalités du partenariat média et événementiel mise en place entre Le Point, la VILLE de MONTPELLIER et MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, ainsi que les droits et engagements de chacune de Parties.

Dans le cadre de l'Évènement Futurapolis- Santé mené par Le Point, la Ville de Montpellier et Montpellier MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE apportent leur participation à la co-organisation de l'Évènement. La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des Parties dans le cadre de cet Évènement défini en préambule.

### **Article 2 : Déroulement de l'Évènement**

LE POINT, LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER sont co-organisateurs de l'Évènement.

Les parties se sont engagées à participer activement au projet et pour cela se sont réunies régulièrement afin de construire la septième édition de l'évènement et assurer son bon déroulement et notamment :

- - établir le programme de l'Événement ;
- - logistique et organisation
- - apporter des contacts pour les intervenants de tables rondes ;
- - établir la liste de ces intervenants ;
- - organiser la communication de l'Événement ;
- - créer un site événementiel incluant le programme de la manifestation et une billetterie permettant au public de s'inscrire en ligne aux conférences.

Il est toutefois entendu que LE POINT assure la responsabilité éditoriale de l'Événement.

Chaque Partie s'engage également à mettre à la disposition du projet certaines ressources dont elle dispose, notamment et sans que cette liste soit limitative : fichiers d'adresses, contacts privilégiés avec des intervenants ou des participants potentiels.

### **Article 3 : Obligations du POINT**

**3.1** LE POINT publiera dans son édition nationale des articles en amont de l'Événement, dont le contenu relève de la seule liberté éditoriale de la rédaction du POINT.

La date de parution sera décidée d'un commun accord entre les Parties, tenant compte de contraintes éventuelles liées à un événement d'actualité majeur.

LE POINT assurera seul la rédaction, la conception et la mise en page des articles, étant entendu que LE POINT pourra solliciter LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER pour nourrir le contenu de ces articles.

**3.2** LE POINT s'engage à constituer les panels d'intervenants et à animer les débats programmés pendant l'Événement.

Les Parties se concerteront en cas de modification de planning et de format.

**3.3** LE POINT assurera la promotion de l'Événement par l'insertion d'auto-promotions dans ses publications dans les conditions suivantes :

- Pages ou demi-pages quadri dans l'édition nationale du Point
- Bannières publicitaires sur le site lepoint.fr
- Post sur les canaux numériques du Point : Facebook, Instagram, Twitter, LinkedIn

Pour un montant valorisé à 100 600 € HT

**3.4** Les dates de parution seront décidées d'un commun accord entre les Parties au plus tard le 30 juillet 2024.

LE POINT peut modifier les dates de parution après notification à LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER.

**3.5** LE POINT réalisera la charte graphique et les supports de promotion dédiés à l'Événement : visuel d'auto promotion de l'édition 2024, newsletter... en accord avec LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER.

L'ensemble des documents de promotion relatifs à l'Événement, réalisés par LE POINT, seront

soumis au préalable à LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER pour BAT.

LE POINT assurera, avec LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER, la gestion des plannings et des emplacements pour l'ensemble des campagnes de communication liées à l'Événement.

**3.6** LE POINT s'engage à diffuser une campagne d'e-mailing ciblée auprès des abonnés du POINT en amont de l'Événement, pour convier le public à s'inscrire à l'évènement.

L'ensemble des outils de communication nécessaires à cette campagne d'e-mailing seront fournis par LE POINT.

Les frais financiers liés à la mise en place de cette campagne d'e-mailing seront pris en charge par LE POINT.

**3.7** LE POINT assurera la prospection de partenaire(s) privé(s) pour l'Événement. Quand elle sera établie, la liste de ces partenaires fera l'objet d'une communication à La MÉTROPOLE et à la VILLE DE MONTPELLIER.

Le Point facturera ce(s) partenaire(s) privé(s).

Ce(s) partenaire(s) apparaîtront sur les supports de promotion dédiés à l'Événement.

**3.8** LE POINT s'engage à prendre en charge les frais de transport et d'hébergement des équipes du POINT et des intervenants aux débats dans le cadre de l'Événement.

#### **Article 4 : Obligations de LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER**

La VILLE DE MONTPELLIER et la MÉTROPOLE s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 30 000 € (trente mille euros hors taxes), pour l'année 2024.

**4.1** Pour l'Événement, LA MÉTROPOLE s'engage à mettre à disposition du mercredi 9 octobre au samedi 12 octobre 2024 l'Opéra Comédie de Montpellier : 9 et 10 octobre (matin et après midi) : montage - 11 octobre et 12 octobre : exploitation et démontage

- Opéra (hall accueil, salle principale, foyers,)

- régie principale (régisseur)

- sécurité, ménage

- hôtes, (ses)

- mobiliers

La mise à disposition comprenant l'exploitation pour la manifestation et son démontage. Cette mise à disposition est valorisée à 38 000 € HT ;

Pour la conférence de presse qui se tiendra en septembre 2024, la MÉTROPOLE s'engage à mettre à disposition le foyer de l'Opéra comédie, ainsi qu'un accompagnement technique, pour un montant valorisé à 6 300 € HT .

**4.2** LA VILLE DE MONTPELLIER mobilisera ses emplacements publicitaires locaux pour promouvoir l'Évènement valorisé à hauteur de 63 500 € TTC. Le plan détaillé sera transmis au POINT.

**4.3** Au titre de la participation aux frais techniques, LA MÉTROPOLE s'engage à verser au POINT la somme globale forfaitaire et définitive de 30 000 € HT (trente mille euros hors taxes), deux semaines avant la tenue de l'Évènement.

## **Article 5 : Report ou Annulation de l'Évènement**

En cas d'annulation de l'Évènement en raison d'éléments extérieurs à la volonté des parties, seuls seront dûs les frais techniques correspondant aux prestations réellement effectuées par LE POINT, en particulier les apports cités à l'article 3.2 du présent Contrat.

Ainsi, considérant la planification des frais techniques assumés par LE POINT :

- - en cas d'annulation plus d'un mois avant les dates prévues pour les Rencontres, la MÉTROPOLE ne versera que 10 000 € HT (dix mille euros hors taxes) au POINT au titre de la participation aux frais techniques.
- - en cas d'annulation plus de 15 jours avant les dates prévues pour les rencontres, la MÉTROPOLE ne versera que 20 000 € HT (vingt mille euros hors taxes) au POINT au titre de la participation aux frais techniques.

En cas d'annulation de l'Évènement à l'initiative directe du POINT, aucune participation aux frais techniques ne sera versée au POINT par la MÉTROPOLE.

Aucune autre somme ne pourra être réclamée de part et d'autre, chaque partie gardant à sa charge les frais qu'elle aura pu engager dans le cadre du projet (temps passé, ...).

## **Article 6 : Interlocuteur**

Chacune des Parties désignera un interlocuteur privilégié chargé de mettre en œuvre le partenariat et communiquera à l'autre Partie les coordonnées (adresse, téléphone, télécopie, mail) de cet interlocuteur.

Tout changement de cet interlocuteur devra être communiqué à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

## **Article 7 : Résiliation anticipée**

En cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles, l'autre Partie pourra la mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier dans le délai de 15 (quinze) jours.

Dans le cas où cette mise en demeure resterait infructueuse, la Partie lésée aura la faculté de résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 15 (quinze) jours.

## **Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue à compter de sa signature jusqu'à la clôture de l'Événement le 12 octobre 2024.

## **Article 9 : Responsabilité**

**9.1** Chacune des Parties est tenue à une obligation de moyens dans le cadre des présentes.

**9.2** Les Parties déclarent être couvertes par une police d'assurance de Responsabilité Civile.

## **Article 10 : Force majeure**

Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable d'un manquement quelconque à ses obligations au titre de la convention si un tel manquement résulte d'un cas de force majeure présentant les caractéristiques définies par la Jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat.

Néanmoins, dans l'hypothèse où le cas de force majeure se prolongerait au-delà de 1 (un) mois, chacune des Parties aura la faculté de mettre un terme de plein droit à la présente convention sans préavis ni indemnité.

## **Article 11 : Propriété Intellectuelle**

Chaque Partie consent à l'autre un droit d'usage non exclusif de son logo et/ou de sa marque pour les stricts besoins de l'application de la présente convention et pour la durée de celle-ci, à l'exclusion de toute autre utilisation, sauf accord préalable et écrit de la Partie concernée. Cette autorisation n'entraîne aucune cession d'un droit quelconque sur les marques et/ou les logos considérés.

Chaque Partie autorise l'autre à mentionner le présent partenariat dans le cadre de sa communication interne et externe sur tout support : éditions, panneaux d'exposition, intranet, Internet, rapports d'activités, lettre ou journaux internes, vidéo, support presse donnant lieu ou non à achat d'espace, et sur tout support connu et inconnu à ce jour.

## **Article 12 : Confidentialité**

Chacune des Parties s'engage à conserver la plus stricte confidentialité sur toutes informations de l'autre Partie qui pourraient lui être transmises ou dont elle pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Elles s'engagent à ne pas les exploiter à d'autres fins que celle de l'exécution de la convention.

Chaque Partie se porte garante du respect de cette clause par son personnel.

La présente clause restera en vigueur pendant toute la durée de la convention de partenariat et pendant les 3 (trois) ans qui suivront son terme pour quelque raison que ce soit.

## **Article 13 : Intuitu personae**



La présente convention est conclue intuitu personae.

Il ne pourra être cédé par l'une des Parties à un tiers pour quelque cause que ce soit, sauf par LE POINT au profit d'une autre société appartenant au Groupe Le POINT, au sens des articles L. 233-3 et L. 233-4 du Code de commerce.

#### **Article 14 : Indépendance des Parties**

LE POINT, LA MÉTROPOLE et LA VILLE DE MONTPELLIER sont et demeurent indépendants et assurent pleinement et librement la réalisation de leur objet social respectif.

Il est expressément entendu que la présente convention ne pourra, en aucune façon, être considérée comme une société entre les Parties, la responsabilité de chacune étant limitée aux engagements pris par chacune d'elle dans la présente convention.

#### **Article 15 : Loi applicable - juridiction compétente**

La présente convention est soumise à la loi française.

En cas de différend, les Parties conviennent de se concerter.

A défaut d'accord, les Tribunaux compétents de Montpellier seront seuls compétents, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Fait à Montpellier, le  
En trois exemplaires originaux,

MONTPELLIER  
MÉDITERRANÉE  
MÉTROPOLE

LA VILLE DE  
MONTPELLIER

LE POINT

Michaël DELAFOSSE  
Président

Michaël DELAFOSSE  
Maire

Renaud GRAND-CLÉMENT  
Président-Directeur général